

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOWA TRAMICO

BP 117
27800 Brionne

Références : UBDEO.ERA.2026.04.123.SB
Code AIOT : 0005800295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement HOWA TRAMICO implanté Route d'Authou 27800 Brionne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 25 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur la thématique de la prévention des pollutions accidentelles dans l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOWA TRAMICO
- Route d'Authou 27800 Brionne
- Code AIOT : 0005800295
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site HOWA TRAMICO à Brionne exerce des activités de production et de transformation de produits à base de mousse polyuréthane, principalement destinés à l'automobile.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Demande d'action corrective	3 mois
2	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 7.7.8	Demande d'action corrective	
5	Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte globalement les exigences réglementaires en matière de prévention des pollutions accidentelles dans l'eau. Néanmoins, quelques écarts constatés sont à corriger dans un délai de 3 mois :

- s'assurer que tous les éléments présents sur les plans de ses réseaux d'eau sont légendés/bien définis ;
- purger complètement ses bâches de rétention ;

- formaliser sa stratégie d'entretien et de surveillance préventive de ses réseaux d'eau ;
- remettre le dernier rapport de contrôle du disconnecteur par un organisme externe (et faire réaliser le contrôle si celui-ci date de plus d'un an) et confirmer sa procédure pour faire réaliser ce contrôle régulièrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 4 :</p> <p>II. [...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>[...]</p> <p>Art. 43 (eaux pluviales) :</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un plan du réseau des eaux pluviales et eau incendie en date d'avril 2014 ; • d'un plan des réseaux des eaux usées du 13 juin 2022 ; • d'un plan du réseau des eaux de ville en date du 13 juin 2022. <p>Ces différents plans permettent de vérifier de réseaux séparés entre les eaux pluviales et les eaux usées, la présence de vannes de barrage, disconnecteurs, bassin de rétention, bassin d'orage, débordeur/déshuileur, etc. bien que l'ensemble de ces éléments ne soient pas tous légendés. L'exploitant confirme que ces plans sont tous à jour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de s'assurer que tous les éléments présents sur ces plans sont légendés/bien définis, <u>dans un délai de 3 mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Prescription contrôlée : <p>II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant découpe son site en zones géographiques. Chaque année, tous les réseaux d'une zone sont curés. L'ensemble des réseaux sont normalement entretenus tous les 5 ans maximum. L'exploitant indique que le dernier entretien a été réalisé le 03 octobre 2025 (curage du réseau d'eau pluviale proche du bâtiment n°15 "Logistique"). Toutefois cette stratégie n'est pas formulée via une procédure et aucun calendrier pour la suite n'a pu être remis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune partie de réseau n'est inutilisée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant est tenu de formaliser sa stratégie d'entretien et de surveillance préventive de ses réseaux d'eau dont la fréquence se doit d'être inférieure à cinq ans pour l'intégralité du site, <u>dans un délai de 3 mois</u>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement</p>

des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Un test conforme de fermeture automatique de vanne d'isolement a été réalisée lors de l'inspection. La vanne est manuelle ou automatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 7.7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un système de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2400 m ³ avant rejet. Le site dispose d'une capacité minimum de confinement de 2400 m ³ (3 bâches existantes de 400 m ³ chacune et 2 bâches de 600 m ³ chacune). La vidange de ces volumes de confinement suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Constats : L'inspection a pu constater la présence de 3 bâches existantes de 400 m ³ chacune et 2 bâches de 600 m ³ chacune. Elles font l'objet d'un test d'étanchéité annuel selon un protocole rédigé en 2022. Concernant leur durée de vie, l'exploitant indique que ces bâches sont utilisables tant qu'elles sont en bon état. Toutefois, l'exploitant a réalisé le chiffrage pour les remplacer de 2027 à 2031-2032 (à raison d'une bâche par an). L'inspection a pu partiellement constater leur bon état, toutefois il est nécessaire de les purger complètement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de purger complètement ses bâches de rétention <u>dans un délai de 3 mois.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau d'eau potable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement.</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu contrôler la présence d'un disconnecteur en bon état sur l'arrivée principale d'eau potable en amont de la distribution sur le site, dans une trappe immergée dans de l'eau pluviale.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer son contrôle par un organisme extérieur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre le dernier rapport de contrôle de cet équipement par un organisme externe (et faire réaliser le contrôle si celui-ci date de plus d'un an) et confirmera sa procédure pour faire réaliser ce contrôle régulièrement, <u>dans un délai de 3 mois.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois